

Le crime organisé comme forme la plus élevée de capitalisme

Par Jean-Michel Blais

Le crime est défini comme la perpétration intentionnelle d'un acte habituellement jugé socialement nuisible ou dangereux et spécifiquement défini, interdit et punissable en vertu du droit pénal¹. Par extension, la criminalité organisée est la manifestation d'une structure complexe d'actes criminels dont le but ultime est de générer un flux constant de revenus. La partie « organisée » du crime est basée sur l'intention expresse de développer la constance des flux de trésorerie et des revenus ; comme toute entreprise fonctionnant dans le monde démocratique, capitaliste aujourd'hui, les revenus moins les dépenses sont synonymes de profit. Le principal avantage des entreprises criminelles organisées par rapport aux entreprises légitimes est que, leurs bénéfices n'étant pas légalement vérifiables, elles ne sont pas imposées, ce qui se traduit par un rendement net beaucoup plus élevé pour toute activité criminelle donnée.

Karl Marx a déclaré dans son traité, *L'impérialisme - La plus haute forme de capitalisme*, que le développement du capitalisme, c'est-à-dire la reproduction expansive du capital créée par les nations capitalistes à la fin du XIXe siècle, était alimenté par un besoin insatiable de ressources primaires qui a conduit à la domination des nations non capitalistes par les nations capitalistes. Cette « course à la richesse » a débouché à son tour sur un opéra international, dont les acteurs ont lu un scénario à but lucratif. C'était le comble de l'impérialisme colonial parce qu'il y avait encore des marchés, des terres et des ressources naturelles à exploiter. Un siècle de guerre a pratiquement mis fin au « Lebensraum² » qui a tant marqué le monde au XXe siècle. Puisqu'il reste peu de terres à conquérir coloniquement par les États-nations, il ne reste que la conquête économique du consommateur.

Si l'impérialisme colonial, à l'exception peut-être des conflits localisés anormaux, est effectivement mort, qu'est-ce qui l'a alors remplacé au sommet de la cupidité capitaliste ? Qu'est-ce qui a remplacé l'impérialisme comme la finalité maléfique du capitalisme telle que Marx l'aurait imaginée ? Certains verraient sans doute dans cette réponse les grandes entreprises multinationales qui encouragent la mondialisation et étouffent soi-disant la démocratie. Aussi répugnantes que puissent paraître les grandes multinationales aux opposants à la mondialisation, leur développement tentaculaire doit néanmoins s'inscrire dans le cadre des orientations définies par les nations qui la parrainent et l'accueillent à travers des instruments législatifs, des contrôles judiciaires, des taxes sur les sociétés et les ventes, voire une « éthique commerciale » dichotomique, sinon douteuse.

Toutefois, la réponse à une telle question peut résider dans la présence mondiale de la criminalité organisée, dont l'objectif même est la création d'une entreprise économique dédiée à la recherche amorale et incontrôlée du profit. Les seules lois que les auteurs de la criminalité organisée respectent sont celles de l'économie de marché, que ce soit dans un cadre capitaliste ou non capitaliste, officiel ou officieux. Lorsque la criminalité organisée s'introduit dans une économie de marché, les mécanismes traditionnels du libre marché et du système de prix sont exploités et subvertis. La subversion d'une économie de marché se produit lorsque la criminalité organisée exerce un pouvoir appréciable non pas par des techniques de commercialisation innovantes, mais par le contrôle physique et financier de l'élément unique et le plus important d'un marché donné : le consommateur.

¹ Encyclopaedia Britannica Inc, *The New Encyclopaedia Britannica*, 15th Edition, Volume 3, University of Chicago Press, Chicago, 1986, p. 736.

² Le terme géopolitique du XIXe siècle se traduisait par « espace de vie » et était initialement destiné à signifier expansion coloniale.

Qui sont ces consommateurs qui doivent être contrôlés par le crime organisé, fournissant ainsi le lubrifiant nécessaire à l'offre et à la demande ? Il s'agit des personnes qui, par leur désir d'obtenir et de posséder des produits et services illicites, participent à des crimes consensuels ou sans victimes³. Ces consommateurs recherchent les produits et services offerts par et à travers le crime organisé : contrebande sous toutes ses formes (armes, alcool, diamants, espèces menacées, matières radioactives, secrets industriels et d'État), drogues illicites, prostitution, jeux de hasard et trafic de marchandises humaines, pour n'en citer que quelques-uns. Afin de financer l'achat de ces produits et services, ces consommateurs commettent des crimes accessoires tels que le trafic de drogue, les vols et les vols qualifiés, ce qui alimente les taux de criminalité. Les activités de blanchiment d'argent abondent également, avec l'aide de ces consommateurs, en tant que moyen essentiel de transformer les produits du crime provenant de l'économie illégale en avantages tangibles et légaux pour les membres des organisations criminelles.

Les options disponibles dans les sociétés démocratiques pour lutter contre la criminalité organisée sont limitées. La question se pose de savoir quelle est la meilleure façon pour une société de lutter contre la criminalité organisée, tant en ce qui concerne les principales activités illicites menées par des groupes et des individus que les effets résiduels du blanchiment de capitaux. Si l'économie de marché est l'arène dans laquelle la criminalité organisée peut prospérer, la réponse ne peut être facilement obtenue en changeant le marché et sa fonction sans changer la base de la plupart, sinon de la totalité, des économies de marché et des structures politiques sur la planète.

Une partie de la solution semble résider dans la perception que le citoyen moyen a de l'effet de la criminalité organisée dans sa vie. La plupart des gens pensent qu'à moins d'être innocemment pris dans le feu croisé d'une fusillade entre gangs rivaux ou à moins que leur quartier ne soit importuné par des prostituées ou menacé par une série d'invasions de domicile, ils ne sont pas victimes de la criminalité organisée. Ils ne voient pas l'augmentation des coûts personnels liés au crime organisé : l'augmentation des taux d'assurance automobile et habitation en raison des vols d'automobiles et des invasions de domicile ailleurs dans leur pays ; la perte d'emplois et de profits du fait que l'argent illicite injecté dans les entreprises de blanchiment d'argent en façade fait pencher les règles du jeu vers les blanchisseurs ; ainsi que l'augmentation des taxes sur le revenu des particuliers et des taxes de vente qui sont appliquées aux machines gouvernementales destinées à combattre la criminalité par le règlement, le dépistage, la prévention et le contrôle de la fraude. Un point commun à tous ces effets directs et « non perçus par les citoyens » est le coût monétaire pour la personne moyenne. Il y a aussi d'autres pertes non monétaires associées à la criminalité organisée : la perte de la liberté de se promener dans les rues en toute sécurité et la perte de la liberté de faire des affaires sans coercition ni corruption.

Étant donné que la criminalité organisée coûte déjà cher au citoyen moyen respectueux des lois, il reste à voir quel prix les citoyens d'un pays ou d'une région donnée sont prêts à payer avant de décider de se donner les moyens de lutter contre l'oppression économique pernicieuse causée par la criminalité organisée.

Dans toute société où l'État de droit est un pilier fondamental, une telle résistance au crime organisé doit être dirigée par l'État, activement soutenue et encouragée par ses citoyens. L'approche la plus directe consisterait en une attaque intégrée et systématique contre les structures déjà établies ou manipulées par le crime organisé : les groupes ouverts fondés sur l'affiliation qui affichent publiquement leur appartenance, comme les bandes de motards criminalisés ; les produits manifestes et tangibles du crime, comme les maisons, voitures, bateaux et biens personnels de luxe obtenus par des individus qui n'ont aucun moyen légitime de générer des revenus ; l'ignorance collective de la présence du crime organisé local dans plusieurs quartiers. L'État a la responsabilité supplémentaire d'informer les citoyens des dangers que représente la criminalité organisée et de faire avancer les propositions visant à réduire ou à éliminer ces dangers en vue d'un débat social.

³ « Des crimes sans victimes sont créés quand nous essayons d'interdire par la législation pénale l'échange de biens ou de services fortement désirés entre des partenaires consentants. » E.M. SCHUR et H.A. BEDAU, *Victimless Crimes : Two sides of a controversy*, Englewoods Cliffs, N.J., Prentice-Hall Inc. 1974, p. 6.

Une telle approche pourrait cibler et même restreindre certains droits individuels. Depuis quelques décennies, le débat fait rage dans les démocraties libérales sur l'impératif des droits individuels par rapport aux droits collectifs. Malheureusement, ce que l'on a tendance à oublier, c'est que les droits collectifs englobent un ensemble de droits individuels étroitement tissés. Par conséquent, lorsque des droits collectifs sont refusés aux dépens des droits d'une personne en particulier, le coût ultime est que les droits des autres personnes ne sont pas respectés à leur tour. Toute société qui souhaite réellement éradiquer ou atténuer les effets de la criminalité organisée doit d'abord décider de la primauté des droits collectifs sur les droits individuels, ou à tout le moins d'un équilibre entre les deux.

Si, après un tel débat, le statu quo est maintenu, alors cette société doit accepter les conséquences de la criminalité organisée comme étant un sous-produit malheureux et nocif du capitalisme moderne. En tant que forme d'impérialisme économique et sociétal, le crime organisé restera un élément permanent des démocraties capitalistes jusqu'à ce que les citoyens d'une nation décident de contester les structures qui permettent au crime organisé de fonctionner.